

A.G. nationale de janvier 2024.

## **Motion amendable : POUR CONTINUER SUR DE NOUVELLES BASES**

### **Votez sur ce que vous souhaitez**

Le 28 décembre 2023

Avant même d'avoir lu le rapport moral je suis certain que je le voterai, parce que face à la situation tragique que nous vivons en tant qu'association juive antisioniste, tant en ce qui concerne la politique israélienne, génocidaire à Gaza et d'épuration ethnique dans toute la Palestine historique, et ses répercussions en France, qu'en ce qui concerne la politique raciste du gouvernement et de la majorité des parlementaires et des sénateurs/trices, je suis d'accord avec la grande majorité des communiqués de notre association et je ne mets pas en doute le dévouement des camarades de la coordination nationale.

En ce qui concerne notre positionnement général en tant qu'association juive antisioniste, je pense que par nos publications et nos communiqués l'essentiel a été dit. Il nous faut continuer à répondre aux événements en nous appuyant sur cet essentiel et veiller à ce que la plupart de nos communications publiques soient audibles, compréhensibles, non seulement par des « habitués » ou par un public particulier quand c'est le cas mais aussi par le commun des mortels attaché aux droits humains. Il arrive que des échanges relèvent d'un haut niveau intellectuel sur certains sujets (religion, culture cinématographique ou autre, etc) : c'est tout à fait normal, mais si notre objectif est aussi d'élargir notre audience et d'attirer « le commun des mortels », il faut que la majorité de nos communications soient rédigées dans un langage accessible par tout public

Je souhaite aussi souligner ce propos d'Ilan Pappé en Italie le 8 décembre : « Nous assistons à un processus de globalisation de la Palestine : une Palestine globale composée de la société civile, de citoyens, de mouvements aussi divers que les mouvements indigènes, Black Lives Matter, les féminismes : en d'autres termes, tous les mouvements anticoloniaux, qui connaissent peut-être peu la question palestinienne, mais qui savent ce que signifie l'oppression. Cette Palestine globale doit être capable d'affronter l'Israël global, composé des gouvernements occidentaux et de l'industrie militaire. Comment ? En connectant les luttes contre les injustices du monde entier en un seul réseau »

Ceci dit, de gros problèmes se posent pour la continuation de notre militantisme. Ce qui suit est simplement une série de points qui me paraissent importants. Ils n'échappent pas au fait que nous avons une politique de « fuite en avant » et que nous prétendons pouvoir faire beaucoup plus qu'il n'est possible : l'UJFP est en effet constamment sollicitée soit en tant qu'association experte et source d'informations soit en tant qu'association juive dont la participation militante ou financière est très fréquemment sollicitée.

**Premier constat.**

Notre site publie de très nombreux témoignages, interviews, articles sur la situation et celle de nos partenaires en Palestine, sur les mobilisations antiracistes et décoloniales, etc. Ces publications sont appréciées, je l'ai souvent constaté. Mais la très grande majorité des adhérent.es qui lirait et écouterait tout cela y consacrerait toute sa journée militante ! Quand j'ausculte le site de l'AFPS, il y a également de nombreux articles mais c'est moins compliqué de s'y retrouver : les articles sont classés et il est plus facilement possible de choisir les articles que l'on souhaite lire en priorité.

**Proposition :** que l'UJFP s'inspire du mode de classement des articles effectué sur le site de l'AFPS

### **Second constat.**

Il est en rapport avec le fonctionnement de l'AFPS : l'AFPS est dotée d'un bureau national, d'une présidence, de groupes de travail sur différents thèmes et d'un minimum d'autonomie de ses groupes locaux : c'est plus simple qu'à l'UJFP. D'ailleurs les associations nationales confrontées à des situations complexes, structurées ainsi et attribuant en même temps un minimum d'autonomie à leurs groupes locaux, fonctionnent mieux quelles que soient leurs orientations politiques. Par exemple nos rapports avec la LDH ne sont pas compliqués : nous sommes d'accord ou en discussion sur certains points, pas sur d'autres, nous divergeons avec certains groupes locaux ou sommes en bons rapports avec d'autres

**Propositions :** 1. Qu'une présidence nationale décisionnaire (un duo homme/femme ou un.e camarade) soit clairement identifié 2. Un minimum d'autonomie est accordé aux groupes locaux, même si c'est déjà le cas, et 3. Des groupes de travail nationaux ou locaux peuvent être constitués selon les besoins parfois ponctuels de la situation

### **Troisième constat.**

Quelques camarades cumulant des responsabilités, il arrive assez souvent qu'ils/elles n'aient pas le temps de bien gérer leur messagerie et qu'il soit alors difficile de retrouver un message noyé parmi d'autres messages, voire de bien comprendre son contenu.

Par ailleurs il arrive souvent que des camarades répondent à un message sans avoir pris soin de s'assurer si d'autres avaient déjà répondu

**Propositions :** 1. Quelle que la responsabilité des camarades il est important qu'ils veillent à ce que l'objet de leur message corresponde à son contenu et qu'il soit identifié ce à quoi ils répondent, et 2. Un minimum de discipline informatique est souhaitable. Le « Désolé si doublon » n'est vraiment excusable que s'il n'est pas constant.

### **Quatrième constat.**

Le seul moyen pour que le porte parolat national de l'UJFP ne soit pas concentré que sur un nombre réduit de camarades est la formation de nouveaux camarades. Des séances de formation, qui correspondent d'ailleurs aux aspirations de nombreux nouveaux/velles camarades, sont donc nécessaires.

BDS France multiplie avec succès ces formations, ce qui lui permet de multiplier ses interventions et leur impact.

De même une formation, de base ou complémentaire, aux réseaux sociaux, est indispensable, parce que l'impact des réseaux sociaux, malgré les nombreuses critiques qu'ils suscitent non sans raison, est considérable.

Le fait que l'UJFP soit submergée par les demandes d'interventions et sollicitations n'est pas une excuse pour ne pas mettre en œuvre ces formations. La vie politique a toujours été marquée par l'apparition de nouveaux besoins et les associations quand elles le souhaitent ont toujours su s'adapter à de nouveaux contextes.

**Proposition** : mettre en œuvre les séances de formations

Jean-Guy Greilsamer